

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Patrimoine municipal et sobriété énergétique

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI

Réformes et cessions du matériel et des véhicules - Principe - Approbation

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans l'exercice de ses compétences, la Ville de Montpellier a constitué un patrimoine mobilier conséquent en s'inscrivant dans le cadre de l'Instruction Budgétaire et comptable M57 dont l'application vise particulièrement à améliorer la patrimonialité des comptes des collectivités. Elle est donc propriétaire d'un certain nombre de matériels divers et mobiliers, qu'elle a acquis au fil des ans afin de permettre aux différents services techniques et administratifs d'exercer leurs activités.

Aussi, en vue du renouvellement de ce parc, la Ville procède régulièrement au remplacement de ces matériels en raison de leur âge, de leur état de vétusté ou lorsqu'ils deviennent économiquement irréparables. Ces différents matériels acquis en investissement, doivent alors être retirés de l'inventaire comptable.

Compte tenu de la diversité des biens et équipements concernés, du nombre d'intervenants, de multiples pratiques administratives, mais également des enjeux économiques ou partenariaux qui en découlent, il est proposé de mettre en œuvre un dispositif permettant une application claire des principes établis et une transparence des règles aussi bien pour la collectivité que pour ses interlocuteurs. La procédure ainsi proposée a donc pour objet de cadrer les conditions et les modalités de réforme des biens et matériels propriétés de la Ville et de gérer tout type de sortie d'éléments de ce patrimoine.

Il s'agit d'émettre un avis sur les propositions du rapport de présentation formulé par le service Logistique et Fournitures générales, déterminant ainsi la catégorie dans laquelle le bien réformé sera placé (cession, don, réforme pour pièce). Cet avis sera rendu et suivi par :

- L'Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;
- Un représentant du Service Logistique et Fournitures générales du Pôle Moyens Généraux en charge du suivi administratif ;
- Un représentant du Service Gestion comptable du Pôle Finances et Conseil en gestion en charge du suivi comptable.

Cette procédure sera suivie administrativement par l'unité Valorisation du Patrimoine réformé (convocation, ordre du jour, rapport, gestion des dossiers...) et mise en œuvre *a minima* une fois par semestre afin de statuer sur les dossiers concernés.

Une fois qu'ils ne répondent plus aux besoins d'un service opérationnel, les biens acquis sur le budget de la ville en section d'investissement (véhicules, mobiliers, matériels divers, ...) doivent faire l'objet d'un acte administratif qui en acte la sortie de l'actif comptable et la destination finale (mise en filière de reconditionnement, vente, don, conservation pour pièces...).

Chaque ordre du jour est alimenté par les nouvelles affaires déclinées sous forme de listes annexées à un rapport de présentation. Ce dispositif permet ainsi d'obtenir une gestion spécifique adaptée à chaque typologie de biens ainsi qu'une plus grande souplesse et réactivité dans l'application même des principes établis.

Dans tous les cas, et préalablement à toute négociation ou procédure de partenariat aboutissant à la revente ou au don, l'administration s'attache particulièrement au cas par cas et en fonction de la typologie des biens, à la formulation juridique ou au dispositif contractuel le mieux adapté en vue de garantir la sécurité juridique des procédures et la protection judiciaire de l' élu référent comme des fonctionnaires de la Ville dans leur responsabilité personnelle.

L'Unité Valorisation du Patrimoine réformé du Service Logistique et Fournitures générales établit un rapport de présentation soumis à la validation de l' élu référent, proposant des solutions de valorisation ou de sortie du patrimoine.

Les validations pour les cessions de biens d'une valeur nette comptable inférieure à 4 600 € font l'objet de décisions du Maire et d'une information aux élus lors des Conseils municipaux ; les validations pour les cessions de biens d'une valeur nette comptable supérieure ou égale à 4 600 € font l'objet de délibérations, conformément à l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales et aux délégations du Conseil municipal accordées au Maire. Les validations pour les dons ou cessions à titre gratuit de biens font l'objet de décisions du Maire.

Pour une question de fluidité, les véhicules et engins sortant du patrimoine ne sont pas soumis à la présente procédure de réforme : leur destination (vente, vol ou destruction) fait l'objet d'une décision du Maire. Les sorties de patrimoine sans contrepartie financière sous la forme de réforme simple aux motifs de mise au rebut, obsolescence, incendie, dégradation, vol, ou conservation pour pièces, font l'objet de décisions du Maire quel que soit le montant de leur valeur nette comptable.

Les cessions de biens donnent lieu à l'émission de titres de recette adressées aux acquéreurs. Les sommes perçues figurent sur une ligne comptable de recette du Pôle Moyens Généraux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger toute commission de réforme antérieure ;
- D'approuver le principe et le cadre de la procédure de réforme des matériels et des véhicules de la Collectivité ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 22 décembre
2023**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-254762-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.